

Internement des Ouighours en Chine: "une honte", réagit Ankara

Turquie Des centaines de milliers de turcophones de Chine sont sinisés de force.

Alexandre Billette
Correspondant en Turquie

Le ton est sans appel : dans un communiqué diffusé samedi soir, le ministère turc des Affaires étrangères a dénoncé le traitement "inacceptable" de Pékin à l'encontre de sa population ouïghoure, un peuple musulman et turcophone de la région du Xinjiang, dans l'ouest du pays, où des centaines de milliers de personnes sont détenues dans des camps de "sinisation" forcée.

"Plus d'un million de Turcs Ouïghours exposés à des arrestations arbitraires sont soumis à la torture et au lavage de cerveau politique dans des camps d'interdiction de camps d'internement au XXIIe siècle et la politique d'assimilation systématique menée par les autorités chinoises contre les Turcs Ouïghours est une grande honte pour l'humanité",

déplore le communiqué.

Berceau de la culture turque

La défense du peuple ouïghour revêt un caractère particulier en Turquie, notamment dans les milieux nationalistes pour lesquels l'ethnogenèse supposée du peuple turc est localisée dans cette région. Dans la mythologie fondatrice de la nation turque, une louve grise aurait montré le chemin aux populations turcophones depuis les steppes d'Asie centrale jusqu'à l'actuelle Anatolie.

Fuyant la répression en Chine, des milliers de Ouïghours ont ainsi trouvé refuge en Turquie, installés pour certains depuis des décennies. Alors maire d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan avait d'ailleurs qualifié, en 1995, le Turkestan oriental (ainsi que les Ouïghours nomment le Xinjiang) comme le "berceau de la culture et de la civilisation turques".

Les relations du pouvoir turc actuel avec les Ouïghours ne sont cependant pas simples. Dès 2011, au début de la guerre en Syrie, des centaines de combattants islamistes ouïghours ont profité des frontières poreuses entre la Turquie et les régions con-

trôlées par les djihadistes en Syrie pour aller combattre contre les forces de Bachar el-Assad, notamment dans les campagnes de la région d'Idlib, où certains villages ont été massivement occupés par des militants du "Mouvement islamiste du Turkestan oriental".

Mais face à la recrudescence d'attaques terroristes attribuées aux combattants de l'État islamique sur le territoire turc, la collaboration d'Ankara avec Pékin en matière de renseignements antiterroristes s'est ensuite accrue, obligeant la diaspora ouïghoure de Turquie à faire profil bas.

Ainsi, en 2015, Recep Tayyip Erdogan, alors premier ministre, dénonçait toujours l'attitude de Pékin face aux Ouïghours, alors que les milieux ultranationalistes turcs lançaient une violente campagne anti-chinoise pour protester contre le sort de cette population musulmane. Mais en 2017, en visite officielle à Pékin, le

chef de la diplomatie turque Mevlüt Cavusoglu s'engageait auprès de son homologue chinois à "éliminer les actions anti-chinoises en Turquie". Cette visite, axée sur la promotion des échanges commerciaux entre les deux pays, intervenait en pleine crise entre Ankara et ses alliés occidentaux, lorsque la Turquie cherchait désespérément de nouveaux partenaires.

Elections en vue

Le retour de la question ouïghourte intervient alors que le silence du pouvoir turc a été dénoncé par des intellectuels ouïghours. Mais ce virage diplomatique pourrait aussi s'expliquer par la politique intérieure : à quelques semaines d'élctions municipales décisives, 31 mars, Erdogan a besoin de contrôler la frange ultranationaliste son électoral, pour qui la questi des "peuples frères" turcophobe constitue un pilier de sa politique chauviniste.

À sept semaines des municipales, Erdogan veut consolider la frange ultranationaliste de son électoral.

par des intellectuels ouïghours. Mais ce virage diplomatique pourrait aussi s'expliquer par la politique intérieure : à quelques semaines d'élctions municipales décisives, 31 mars, Erdogan a besoin de contrôler la frange ultranationaliste son électoral, pour qui la questi des "peuples frères" turcophobe constitue un pilier de sa politique chauviniste.

Artistes et intellectuels disparaissent

Il y a des écrivains, poètes, chanteurs, comédiens, universitaires ouïghours. Les uns après les autres, ils disparaissent de la circulation, peu importe leur renommée ou leur popularité, peu importe qu'ils aient été proches du Parti communiste chinois ou non. Arrêtés, détenus, voire condamnés. Peu d'informations filtrent sur les raisons de leur arrestation et leurs conditions de détention. Ce qui est sûr, c'est qu'avec eux s'éteint une part de la culture et de l'intelligence ouïghours.

Le professeur Ilham Tohti est probablement le plus connu d'entre eux. Économiste à l'Université des nationalités, membre du Parti communiste, il a été arrêté en 2014, accusé de "séparatisme" et condamné à la prison à vie pour avoir mis en question des politiques ethniques chinoises au Xinjiang. Aucune information n'a filtré depuis, ni sur son état de santé ni sur ses conditions de détention.

Depuis l'accélération de la répression au Xinjiang, caractérisée par l'envoi de centaines de milliers d'Ouïghours en camps de rééducation, la liste des artistes et intellectuels détenus s'allonge.

S.Vt.

Adil Mijit, comédien

Avec son visage rond et sa moustache, Adil Mijit est un acteur populaire. Il y a peu, le quinquagénaire a été opéré d'un double pontage : à sa sortie de l'hôpital, après

70 jours de soins, il n'a pas retrouvé sa place dans la troupe de l'opéra du Xinjiang où il faisait rire le parterre de spectateurs. Selon Radio Free Asia, il a été condamné à

trois ans de prison pour avoir effectué un pèlerinage à La Mecque, il y a deux ans, sans l'autorisation des autorités chinoises. Dans un contexte de guerre contre le terrorisme, Pékin a entrepris de sécuriser le Xinjiang de manière

spectaculaire, ciblant les pratiques religieuses et traditionnelles jusqu'alors tolérées. Or, Adil Mijit prie, fait le jeûne, va à la mosquée –

autant de comportements devenus suspects dans une région où la déradicalisation et la rééducation des musulmans, ouïghours ou non, apparaissent

comme la solution pour la mettre au pas. Adil Mijit "est l'un des plus grands acteurs en Chine", a rappelé à la BBC son gendre, Arslan Hidayat, installé à Istanbul. "Pourquoi aurait-il besoin de rééducation ?"

Saubar Tursun, musicienne

"Révélation folk d'Asie centrale" : c'est ainsi que le magazine *Les Inrocks* considérait Saubar Tursun. Chanteuse et musicienne célèbre, elle déplaçait les foules au Xinjiang, voyageait en Turquie, en Europe, aux États-Unis, soutenue par l'Aga Khan Music Initiative. Elle partageait la scène, en Chine et dans le monde, y compris à Bozar à Bruxelles, avec la virtuose chinoise de luth Wu Man. Elle était attendue en France cet hiver, mais a dû être déprogrammée : les organisateurs n'avaient plus de nouvelles d'elle. Les autorités chinoises n'ont donné aucune information sur le sort réservé à la musicienne, mais des proches ont témoigné de son arrestation et de sa condamnation à cinq ans de prison. D'autres noms célèbres de la musique ont également été frappés, comme Rashida Dawut et Peride Mamut, deux piliers de la scène ouïghoure, ainsi que le jeune Zahirshah Ablimit qui s'est fait connaître lors du concours *The Voice of the Silk Road* en 2015.

Tashpolat Tiyp, professeur

Géographe, spécialiste des régions arides, membre du Parti communiste chinois, Tashpolat Tiyp était président de l'Université du Xinjiang jusqu'à sa disparition à l'automne 2016, à l'aéroport de Pékin, alors qu'il se rendait à une conférence en Allemagne. L'automne dernier, on a appris qu'il avait été condamné à mort. L'École pratique des hautes études (Sorbonne), à Paris, qui l'avait élevé au rang de docteur honoris causa, a pris ouvertement sa défense. "Le gouvernement chinois l'accuse de 'double jeu' – c'est-à-dire d'être resté secrètement attaché à sa culture, ce qui le rend suspect de 'séparatisme', un crime aux yeux du Parti communiste chinois qui exige une allégeance absolue. Au nom de ce crime, Pékin exécute les savants, enferme les penseurs, menace les spécialistes de littérature ouïghoure et ferme les musées après avoir fait disparaître leurs directeurs", écrit Marie-Françoise Courel, présidente honoraire de l'EPHE, qui a travaillé des années avec le professeur.

L'Université libre de Bruxelles a également exprimé sa solidarité vis-à-vis de nombreux collègues victimes de cette répression. Parmi eux, l'anthropologue Rahile Dawut, célèbre pour ses travaux sur les pratiques folkloriques de sa région d'origine, dont les proches sont sans nouvelles depuis fin 2017. Ou le président de l'Université de médecine du Xinjiang Halmurat Ghopur, condamné à la peine capitale. Ou encore le directeur du département de tourisme de l'Université du Xinjiang, Hamit Himiti, qui a trouvé la mort dans des circonstances non élucidées.